

<i>Id Wallonië</i>	Installatie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
42	Duferco La Louvière produit long	99 151	30 919	-	-	-	-	-	-
89	Briqueteries van Ploegsteert site La Lys	821	807	-	-	-	-	-	-
170	KABELWERK EUPEN A.G.	5 832	5 730	5 628	-	-	-	-	-
310	Carsid (integrated steel plant)_Marcinelle	0	0	0	-	-	-	-	-

De Minister bevoegd voor het klimaat is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 22 oktober 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205077]

29 OCTOBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 6, alinéa 1^{er}, 19, alinéa 1^{er}, et 23, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu le rapport du 14 octobre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 juin 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juin 2015;

Vu l'avis n° 58.001/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}*bis* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 décembre 2008, 30 janvier 2014 et 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les incitants octroyés en vertu du décret et du présent arrêté aux entreprises actives dans la production, la transformation ou la commercialisation de produits de la pêche et de l'aquaculture sont conformes au Règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. »;

2^o à l'alinéa 2, les mots "Ils sont octroyés" sont remplacés par les mots "Les incitants octroyés en vertu du décret et du présent arrêté le sont".

Art. 2. A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 27 avril 2006, 17 janvier 2008, 26 février 2015 et 23 juillet 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le tableau du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est remplacé par le tableau suivant :

Effectif d'emploi	Petite entreprise	Moyenne entreprise
Moins de 10	25.000 euros	75.000 euros
10 à moins de 20	50.000 euros	100.000 euros
20 à moins de 30	75.000 euros	125.000 euros
30 à moins de 40	100.000 euros	125.000 euros
40 à moins de 50	125.000 euros	150.000 euros
50 à moins de 75		150.000 euros
75 à moins de 100		200.000 euros
100 à moins de 125		250.000 euros

Effectif d'emploi	Petite entreprise	Moyenne entreprise
125 à moins de 150		300.000 euros
150 à moins de 175		350.000 euros
175 à moins de 200		400.000 euros
200 à moins de 250		500.000 euros

»;

b) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, les mots "et de la très petite entreprise" sont abrogés;

c) au paragraphe 2, 2^o, b), les mots "s'ils sont reconditionnés et réalisés par une très petite entreprise lors de sa première installation ou" sont abrogés;

d) le paragraphe 2, 2^o, est complété par un r) et un s) rédigés comme suit :

« r) à l'achat de terrains bâtis ou non pour un montant supérieur à dix pour cent des dépenses totales, pour les entreprises actives dans la production, la transformation ou la commercialisation de produits de la pêche et de l'aquaculture;

s) à tout matériel informatique ou de téléphonie mobile dont la valeur individuelle est de moins de 1.000 euros. ».

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 avril 2006, 20 février 2014 et 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, les mots "aux articles 8 à 10" sont remplacés par les mots "aux articles 8 et 9";

b) dans le paragraphe 1^{er}, les 3^o et 4^o sont abrogés;

c) le paragraphe 1^{er} est complété par les 7^o, 8^o et 9^o rédigés comme suit :

« 7^o l'approche innovante;

8^o la démarche de diversification à l'étranger;

9^o le critère sectoriel. »;

d) les paragraphes 3, 4 et 4bis sont abrogés;

e) sont insérés les paragraphes 4ter à 4quinquies, rédigés comme suit :

« § 4ter. L'approche innovante existe lorsqu'il y a :

1^o un dossier de recherche introduit auprès de l'administration et ayant fait l'objet d'une décision favorable dans les 36 mois qui précèdent la demande de la prime à l'investissement;

2^o une dispense partielle de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des chercheurs;

3^o une procédure de délivrance de brevet en cours;

4^o un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international;

5^o un octroi d'une prime unique d'innovation telle que prévue dans la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale.

§ 4quater. La démarche de diversification à l'étranger existe lorsque l'entreprise développe une activité d'exportation hors de l'Union européenne ou lorsque l'entreprise a une unité technique d'exploitation établie hors de l'Union européenne.

§ 4quinquies. Le critère sectoriel existe lorsque :

1^o il y a utilisation des meilleures techniques disponibles au sens de la Directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution transposée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées;

2^o l'activité de l'entreprise relève d'un des domaines d'activités spécifiques suivants :

a) la biotechnologie;

b) le pharmaceutique;

c) la production ou la mise en œuvre de nouveaux matériaux;

d) les nouvelles technologies de l'information et de la communication, telles que l'informatique intelligente, le multimédia, les télécommunications, ainsi que la réception et la transmission;

e) l'aéronautique et le spatial;

f) la chimie;

g) la fabrication de matériel médical, de l'instrumentation scientifique, d'optique et de contrôle de procédures;

h) la valorisation des ressources naturelles;

i) les plastiques;

j) l'environnement;

k) l'utilisation rationnelle des énergies;

l) l'agroalimentaire;

m) le transport pour les investissements d'appui logistique;

n) la recherche et développement;

o) le recyclage des déchets;

p) la production de films cinématographiques;

r) le secteur du numérique;

3^o il y a mise en œuvre d'une activité manufacturière en Région wallonne aboutissant à la commercialisation d'un produit fini;

4° l'entreprise est membre cotisant d'un cluster tel que définit par le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters;

5° l'entreprise participe à un projet de cluster tel que défini par le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters;

6° l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité reconnu par le Gouvernement;

7° l'entreprise est partenaire d'un projet de recherche international bénéficiant d'un financement international;

8° l'entreprise qui, sans diminuer l'emploi, est membre cotisant d'un pôle de compétitivité et qui a introduit, dans les 36 mois précédant la demande de prime à l'investissement, un dossier de recherche ou d'investissement labélisé par le jury international des pôles de compétitivités.

Le Ministre peut préciser les critères d'appréciation visés à l'alinéa 1^{er}, notamment, en utilisant, en ce qui concerne les domaines d'activités spécifiques, le code NACE-BEL qui constitue une présomption du secteur ou du domaine d'activités de l'entreprise. Celle-ci peut établir que le code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son activité ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises susvisée des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres codes. »;

f) dans le paragraphe 5, les 3° et 4° sont remplacés par ce qui suit;

« 3° en ce qui concerne la moyenne entreprise, à 18 % en zone de développement et à 10 % hors zone de développement;

4° en ce qui concerne la petite entreprise, à 18 % en zone de développement et à 13 % hors zone de développement. »;

g) le paragraphe 5 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 3°, le plafond de 18 % peut être dépassé de maximum 2 % si la moyenne entreprise réalise un investissement dans un site d'activités économiques désaffecté.

Dans les cas mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 4°, les plafonds de 18 % et de 13 % peuvent être dépassés de maximum 2 % si la petite entreprise réalise un investissement dans un site d'activités économiques désaffecté. »

Art. 4. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la moyenne entreprise située en zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

1° l'aide de base : 6 %;

2° l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :

a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 2 %;

b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 4 %;

c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 6 %;

3° la réalisation d'un investissement sur un site d'activités économiques désaffecté : 2 %;

4° l'approche innovante : de 0 à 2 % en tenant compte des critères suivants :

a) l'entreprise a un dossier de recherche introduit auprès de l'administration : 1 %;

b) l'entreprise bénéficie d'une dispense partielle de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des chercheurs : 1 %;

c) l'entreprise a une procédure de délivrance de brevet en cours : 1 %;

d) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;

e) l'entreprise bénéficie d'une prime unique d'innovation : 1 %;

5° la démarche de diversification à l'étranger : de 0 à 2 % en tenant compte des critères suivants :

a) l'entreprise développe une activité d'exportation hors de l'Union européenne : 2 %;

b) l'entreprise a une unité technique d'exploitation établie hors de l'Union européenne : 2 %;

6° le critère sectoriel : de 0 à 10 % en tenant compte des critères suivants :

a) utilisation des meilleures techniques disponibles : 2 %;

b) appartenance à un domaine d'activité spécifique : 1 %;

c) mise en œuvre d'une activité manufacturière en Région wallonne aboutissant à la commercialisation d'un produit fini : 2 %;

d) l'entreprise est membre cotisant d'un cluster : 1 %;

e) l'entreprise participe à un projet de cluster : 1 %;

f) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité : 1 %;

g) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;

h) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité et a introduit un dossier de recherche ou d'investissement labélisé : 4 %.

§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la moyenne entreprise située hors zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

1° l'aide de base : 3,5 %;

2° l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :

a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 2 %;

b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 4 %;

c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 6 %;

- 3° la réalisation d'un investissement sur un site d'activités économiques désaffecté : 2 %;
- 4° l'approche innovante : de 0 à 1 % en tenant compte des critères suivants :
- a) l'entreprise a un dossier de recherche introduit auprès de l'administration : 1 %;
 - b) l'entreprise bénéficie d'une dispense partielle de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des chercheurs : 1 %;
 - c) l'entreprise a une procédure de délivrance de brevet en cours : 1 %;
 - d) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;
 - e) l'entreprise bénéficie d'une prime unique d'innovation : 1 %;
- 5° la démarche de diversification à l'étranger : de 0 à 1 % en tenant compte des critères suivants :
- a) l'entreprise développe une activité d'exportation hors de l'Union européenne : 1 %;
 - b) l'entreprise a une unité technique d'exploitation établie hors de l'Union européenne : 1 %;
- 6° le critère sectoriel : de 0 à 8 % en tenant compte des critères suivants :
- a) utilisation des meilleures techniques disponibles : 2 %;
 - b) appartenance à un domaine d'activité spécifique : 1 %;
 - c) mise en œuvre d'une activité manufacturière en Région wallonne aboutissant à la commercialisation d'un produit fini : 2 %;
 - d) l'entreprise est membre cotisant d'un cluster : 1 %;
 - e) l'entreprise participe à un projet de cluster : 1 %;
 - f) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité : 1 %;
 - g) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;
 - h) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité et a introduit un dossier de recherche ou d'investissement labélisé : 4 %.

Art. 5. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la petite entreprise située en zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 6 %;
- 2° l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :
- a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 2 %;
 - b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 4 %;
 - c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 6 %;
- 3° la réalisation d'un investissement sur un site d'activités économiques désaffecté : 2 %;
- 4° l'approche innovante : de 0 à 2 % en tenant compte des critères suivants :
- a) l'entreprise a un dossier de recherche introduit auprès de l'administration : 1 %;
 - b) l'entreprise bénéficie d'une dispense partielle de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des chercheurs : 1 %;
 - c) l'entreprise a une procédure de délivrance de brevet en cours : 1 %;
 - d) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;
 - e) l'entreprise bénéficie d'une prime unique d'innovation : 1 %;
- 5° la démarche de diversification à l'étranger : de 0 à 2 % en tenant compte des critères suivants :
- a) l'entreprise développe une activité d'exportation hors de l'Union européenne : 2 %;
 - b) l'entreprise a une unité technique d'exploitation établie hors de l'Union européenne : 2 %;
- 6° le critère sectoriel : de 0 à 10 % en tenant compte des critères suivants :
- a) utilisation des meilleures techniques disponibles : 2 %;
 - b) appartenance à un domaine d'activité spécifique : 1 %;
 - c) mise en œuvre d'une activité manufacturière en Région wallonne aboutissant à la commercialisation d'un produit fini : 2 %;
 - d) l'entreprise est membre cotisant d'un cluster : 1 %;
 - e) l'entreprise participe à un projet de cluster : 1 %;
 - f) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité : 1 %;
 - g) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;
 - h) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité et a introduit un dossier de recherche ou d'investissement labélisé : 4 %.

§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la petite entreprise située hors zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 4 %;
- 2° l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :
 - a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 2 %;
 - b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 4 %;
 - c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 6 %;
- 3° la réalisation d'un investissement sur un site d'activités économiques désaffecté : 2 %;
- 4° l'approche innovante : de 0 à 1 % en tenant compte des critères suivants :
 - a) l'entreprise a un dossier de recherche introduit auprès de l'administration : 1 %;
 - b) l'entreprise bénéficie d'une dispense partielle de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des chercheurs : 1 %;
 - c) l'entreprise a une procédure de délivrance de brevet en cours : 1 %;
 - d) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;
 - e) l'entreprise bénéficie d'une prime unique d'innovation : 1 %;
- 5° la démarche de diversification à l'étranger : de 0 à 1 % en tenant compte des critères suivants :
 - a) l'entreprise développe une activité d'exportation hors de l'Union européenne : 1 %;
 - b) l'entreprise a une unité technique d'exploitation établie hors de l'Union européenne : 1 %;
- 6° le critère sectoriel : de 0 à 8 % en tenant compte des critères suivants :
 - a) utilisation des meilleures techniques disponibles : 2 %;
 - b) appartenance à un domaine d'activité spécifique : 1 %;
 - c) mise en œuvre d'une activité manufacturière en Région wallonne aboutissant à la commercialisation d'un produit fini : 2 %;
 - d) l'entreprise est membre cotisant d'un cluster : 1 %;
 - e) l'entreprise participe à un projet de cluster : 1 %;
 - f) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité : 1 %;
 - g) l'entreprise a un financement international dans le cadre d'un dossier de recherche international : 1 %;
 - h) l'entreprise est membre cotisant d'un pôle de compétitivité et a introduit un dossier de recherche ou d'investissement labélisé : 4 %.

Art. 6. L'article 10 du même arrêté modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 10*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015, les mots "aux articles 8 à 10" sont remplacés par les mots "aux articles 8 et 9".

Art. 8. Dans l'article 15*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006, les mots "et à l'exception de la très petite entreprise dont le programme d'investissements admis est inférieur ou égal à 500.000 euros," sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 17*ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015, les mots "à l'article 10*bis*, § 1^{er}, 1^o, a), 2^o, d) et f) à k)" sont remplacés par les mots "à l'article 10*bis*, § 1^{er}, 1^o, a), et maintenir la totalité du montant des aides calculé selon les modalités visées à l'article 10*bis*, § 1^{er}, 2^o, a), d) et f) à k)".

Art. 10. L'article 40, alinéa 2, du même arrêté, est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 novembre 2015 et s'applique aux demandes de prime à l'investissement introduites après l'entrée en vigueur de celui-ci.

Art. 12. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 29 octobre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205077]

29. OKTOBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere Artikel 6 Absatz 1, Artikel 19 Absatz 1 und Artikel 23 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1195 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 8. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 11. Juni 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. September 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 58.001/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1*bis* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008, vom 30. Januar 2014 und vom 26. Februar 2015 wird wie folgt abgeändert:

1° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Die kraft des Dekrets und des vorliegenden Erlasses gewährten Anreize zugunsten der im Bereich der Erzeugung, der Verarbeitung oder der Vermarktung von Erzeugnissen der Fischerei und der Aquakultur tätigen Unternehmen stimmen überein mit den Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1388/2014 der Kommission vom 16. Dezember 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen zugunsten von in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von Erzeugnissen der Fischerei und der Aquakultur tätigen Unternehmen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.»;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "Sie werden" durch die Wortfolge "Die kraft des Dekrets und des vorliegenden Erlasses gewährten Anreize werden" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, vom 27. April 2006, vom 17. Januar 2008, vom 26. Februar 2015 und vom 23. Juli 2015, wird wie folgt abgeändert:

a) die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 angeführte Tabelle wird durch folgende Tabelle ersetzt:

«

Beschäftigtenzahl	Kleinbetrieb	Mittelbetrieb
Weniger als 10	25.000 Euro	75.000 Euro
10 bis weniger als 20	50.000 Euro	100.000 Euro
20 bis weniger als 30	75.000 Euro	125.000 Euro
30 bis weniger als 40	100.000 Euro	125.000 Euro
40 bis weniger als 50	125.000 Euro	150.000 Euro
50 bis weniger als 75		150.000 Euro
75 bis weniger als 100		200.000 Euro
100 bis weniger als 125		250.000 Euro
125 bis weniger als 150		300.000 Euro
150 bis weniger als 175		350.000 Euro
175 bis weniger als 200		400.000 Euro
200 bis weniger als 250		500.000 Euro

»;

b) in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 wird die Wortfolge ", und der Kleinstbetriebe" aufgehoben;

c) in Paragraph 2 Ziffer 2 Buchstabe b wird die Wortfolge "wenn sie wiederaufbereitet und von einem Kleinstbetrieb bei seiner Erstinverlassung hergestellt worden sind oder" aufgehoben;

d) Paragraph 2 Ziffer 2 wird durch zwei Punkte r) und s) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«r) den Erwerb von bebauten oder unbebauten Grundstücken für einen Betrag von mehr als zehn Prozent der Gesamtausgaben für die in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von Erzeugnissen der Fischerei und der Aquakultur tätigen Unternehmen;

s) Computerhardware oder Material für Mobiltelefonie mit einem jeweiligen Einzelwert von weniger als 1.000 EUR.»

Art. 3 - Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, vom 20. Februar 2014 und vom 26. Februar 2015, wird wie folgt abgeändert:

- a) in Paragraph 1 wird die Wortfolge "mit Art. 8 bis 10" durch die Wortfolge "mit Artikel 8 und 9" ersetzt;
- b) in Paragraph 1 werden die Ziffern 3 und 4 aufgehoben;
- c) Paragraph 1 wird durch die Ziffern 7, 8 und 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«7° der innovative Ansatz;

8° die Initiative zur Diversifizierung im Ausland;

9° das sektorspezifische Kriterium.»;

d) die Paragraphen 3, 4 und *4bis* werden aufgehoben;

e) die Paragraphen *4ter* bis *4quinqüies* mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

«§ *4ter*. Der innovative Ansatz liegt vor, insofern folgende Elemente vorhanden sind:

1° eine bei der Verwaltung eingereichte Akte betreffend Forschungsarbeiten, die innerhalb von 36 Monaten vor dem Antrag auf eine Investitionsprämie Gegenstand eines günstigen Beschlusses war;

2° eine Teilbefreiung der Entrichtung des Berufssteuervorabzugs auf die Gehälter des Forschungspersonals;

3° ein laufendes Verfahren zur Erteilung von Patenten;

4° eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts;

5° die Gewährung einer einmaligen Innovationsprämie nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Juli 2005 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die soziale Konzertierung.

§ *4quater*. Die Initiative zur Diversifizierung im Ausland liegt vor, insofern das Unternehmen seine Tätigkeit im Bereich der Ausfuhr aus der Europäischen Union ausdehnt oder insofern das Unternehmen eine technische Betriebseinheit außerhalb der Europäischen Union besitzt.

§ *4quinqüies*. Das sektorspezifische Kriterium liegt unter folgenden Bedingungen vor:

1° die besten verfügbaren Techniken im Sinne der Richtlinie 96/61/EG des Rates vom 24. September 1996 über die integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung, umgesetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten werden angewandt;

2° die Tätigkeit des Betriebs fällt unter einen der folgenden spezifischen Tätigkeitsbereiche:

a) Biotechnologie;

b) Pharmazeutische Industrie;

c) Produktion oder Anwendung von neuen Materialien;

d) Neue Informations- und Telekommunikationstechnologien, wie z. B. die intelligente Datenverarbeitung, die Multimedia-Industrie, die Telekommunikation sowie die Empfangs- und Übertragungstechnologie;

e) Luft- und Raumfahrt;

f) Chemie;

g) Fertigung von medizinischem Material, von Instrumenten für die Wissenschaft, die Optik und die Prozesskontrolle;

h) Nutzung der Naturschätze;

i) Kunststoffe;

j) Umwelt;

k) Rationelle Energieverwendung;

l) Land- und Ernährungswirtschaft;

m) Transport für Investitionen in Sachen logistische Unterstützung;

n) Forschung und Entwicklung.

o) Wiederverwertung von Abfällen;

p) Produktion von Kinofilmen;

r) Digitaler Sektor;

3° in der Wallonischen Region findet eine verarbeitende Tätigkeit statt, die zur Vermarktung eines fertigen Produkts führt;

4° das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Clusters gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster;

5° das Unternehmen ist beteiligt an einem Cluster-Projekt gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster;

6° das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines von der Regierung anerkannten Wettbewerbspols;

7° das Unternehmen ist Partner im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts, für das eine internationale Finanzierung besteht;

8° das Unternehmen, das - ohne die Beschäftigung zu verringern - zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols ist und innerhalb von 36 Monaten vor dem Antrag auf eine Investitionsprämie eine Akte betreffend Forschungsarbeiten oder Investitionen eingereicht hat, die durch die internationale Jury der Wettbewerbspole mit einem Gütesiegel ausgezeichnet worden ist.

Der Minister kann die in Absatz 1 erwähnten Beurteilungskriterien bestimmen, insbesondere, was die spezifischen Tätigkeitsbereiche angeht, unter Verwendung des NACE-BEL-Verzeichnisses, das eine Vermutung des Sektors oder des Tätigkeitsbereichs des Betriebs darstellt. Der Betrieb kann feststellen, dass die ihm zugeteilte Code-Nummer des NACE-BEL-Verzeichnisses seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass er bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere andere Code-Nummern des NACE-BEL-Verzeichnisses zu erhalten.»;

f) in Paragraph 5 werden die Ziffern 3 und 4 durch Folgendes ersetzt:

«3° was die Mittelbetriebe angeht: auf 18% in einem Entwicklungsgebiet und auf 10% außerhalb eines Entwicklungsgebiets;

4° was die Kleinbetriebe angeht: auf 18% in einem Entwicklungsgebiet und auf 13% außerhalb eines Entwicklungsgebiets.»;

g) Paragraph 5 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In dem in Absatz 1 Ziffer 3 angeführten Fall kann die Höchststrafe von 18% um höchstens 2% überschritten werden, wenn der Mittelbetrieb eine Investition in einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände tätigt.

In den in Absatz 1 Ziffer 4 angeführten Fällen können die Höchststrafen von 18% bzw. 13% um höchstens 2% überschritten werden, wenn der Kleinbetrieb eine Investition in einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände tätigt.»

Art. 4 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 8 - § 1 - Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 7 § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Mittelbetrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

1° die Grundbeihilfe: 6%;

2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

a) Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 2%;

b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 4%;

c) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 6%;

3° die Tätigkeit einer Investition auf einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände: 2%;

4° der innovative Ansatz: von 0 bis 2% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

a) das Unternehmen kann eine bei der Verwaltung eingereichte Akte betreffend Forschungsarbeiten vorweisen: 1%;

b) dem Unternehmen wird eine Teilbefreiung der Entrichtung des Berufssteuervorabzugs auf die Gehälter des Forschungspersonals gewährt: 1%;

c) das Unternehmen ist an einem laufenden Verfahren zur Erteilung von Patenten beteiligt: 1%;

4° das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;

e) dem Unternehmen wird eine einmalige Innovationsprämie gewährt: 1%;

5° die Initiative zur Diversifizierung im Ausland: von 0 bis 2% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

a) das Unternehmen dehnt seine Tätigkeit im Bereich der Ausfuhr aus der Europäischen Union aus: 2%;

b) das Unternehmen besitzt eine technische Betriebseinheit außerhalb der Europäischen Union: 2%;

6° das sektorspezifische Kriterium: von 0 bis 10% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

a) Anwendung der besten verfügbaren Technik: 2%;

b) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: 1%;

c) Anwendung einer verarbeitenden Tätigkeit in der Wallonischen Region, die zur Vermarktung eines fertigen Produkts führt: 2%;

d) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Clusters: 1%;

e) das Unternehmen ist beteiligt an einem Cluster-Projekt: 1%;

f) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols: 1%;

g) das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;

h) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols und hat eine Akte betreffend Forschungsarbeiten oder Investitionen eingereicht, die mit einem Gütesiegel ausgezeichnet worden ist: 4%.

§ 2 - Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 7 § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Mittelbetrieb, der sich außerhalb eines Entwicklungsgebiets befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

1° die Grundbeihilfe: 3,5%;

2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

a) Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 2%;

b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 4%;

c) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 6%;

3° die Tätigkeit einer Investition auf einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände: 2%;

4° der innovative Ansatz: von 0 bis 1% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

a) das Unternehmen kann eine bei der Verwaltung eingereichte Akte betreffend Forschungsarbeiten vorweisen: 1%;

b) dem Unternehmen wird eine Teilbefreiung der Entrichtung des Berufssteuervorabzugs auf die Gehälter des Forschungspersonals gewährt: 1%;

c) das Unternehmen ist an einem laufenden Verfahren zur Erteilung von Patenten beteiligt: 1%;

d) das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;

e) dem Unternehmen wird eine einmalige Innovationsprämie gewährt: 1%;

5° die Initiative zur Diversifizierung im Ausland: von 0 bis 1% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) das Unternehmen dehnt seine Tätigkeit im Bereich der Ausfuhr aus der Europäischen Union aus: 1%;
- b) das Unternehmen besitzt eine technische Betriebseinheit außerhalb der Europäischen Union: 1%;

6° das sektorspezifische Kriterium: von 0 bis 8% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) Anwendung der besten verfügbaren Technik: 2%;
- b) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: 1%;
- c) Anwendung einer verarbeitenden Tätigkeit in der Wallonischen Region, die zur Vermarktung eines fertigen Produkts führt: 2%;
- d) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Clusters: 1%;
- e) das Unternehmen ist beteiligt an einem Cluster-Projekt: 1%;
- f) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols: 1%;
- g) das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;
- h) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols und hat eine Akte betreffend Forschungsarbeiten oder Investitionen eingereicht, die mit einem Gütesiegel ausgezeichnet worden ist: 4%.»

Art. 5 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 9 - § 1 - Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 7 § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Kleinbetrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

1° die Grundbeihilfe: 6%;

2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

- a) Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 2%;
- b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 4%;
- c) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 6%;

3° die Tätigkeit einer Investition auf einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände: 2%;

4° der innovative Ansatz: von 0 bis 2% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) das Unternehmen kann eine bei der Verwaltung eingereichte Akte betreffend Forschungsarbeiten vorweisen: 1%;
- b) dem Unternehmen wird eine Teilbefreiung der Entrichtung des Berufssteuervorabzugs auf die Gehälter des Forschungspersonals gewährt: 1%;
- c) das Unternehmen ist an einem laufenden Verfahren zur Erteilung von Patenten beteiligt: 1%;
- d) das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;

e) dem Unternehmen wird eine einmalige Innovationsprämie gewährt: 1%;

5° die Initiative zur Diversifizierung im Ausland: von 0 bis 2% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) das Unternehmen dehnt seine Tätigkeit im Bereich der Ausfuhr aus der Europäischen Union aus: 2%;
- b) das Unternehmen besitzt eine technische Betriebseinheit außerhalb der Europäischen Union: 2%;

6° das sektorspezifische Kriterium: von 0 bis 10% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) Anwendung der besten verfügbaren Technik: 2%;
- b) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: 1%;
- c) Anwendung einer verarbeitenden Tätigkeit in der Wallonischen Region, die zur Vermarktung eines fertigen Produkts führt: 2 %;
- d) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Clusters: 1%;
- e) das Unternehmen ist beteiligt an einem Cluster-Projekt: 1%;
- f) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols: 1%;
- g) das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;
- h) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols und hat eine Akte betreffend Forschungsarbeiten oder Investitionen eingereicht, die mit einem Gütesiegel ausgezeichnet worden ist: 4%.

§ 2. Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 7 § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Kleinbetrieb, der sich außerhalb eines Entwicklungsgebiets befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

1° die Grundbeihilfe: 4%;

2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

- a) Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 2%;
- b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 4%;
- c) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20% im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 6%;

3° die Tätigkeit einer Investition auf einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände: 2%;

4° der innovative Ansatz: von 0 bis 1% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) das Unternehmen kann eine bei der Verwaltung eingereichte Akte betreffend Forschungsarbeiten vorweisen: 1%;
- b) dem Unternehmen wird eine Teilbefreiung der Entrichtung des Berufssteuervorabzugs auf die Gehälter des Forschungspersonals gewährt: 1%;
- c) das Unternehmen ist an einem laufenden Verfahren zur Erteilung von Patenten beteiligt: 1%;
- d) das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;
- e) dem Unternehmen wird eine einmalige Innovationsprämie gewährt: 1 %;

5° die Initiative zur Diversifizierung im Ausland: von 0 bis 1% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) das Unternehmen dehnt seine Tätigkeit im Bereich der Ausfuhr aus der Europäischen Union aus: 1%;
- b) das Unternehmen besitzt eine technische Betriebseinheit außerhalb der Europäischen Union: 1%;

6° das sektorspezifische Kriterium: von 0 bis 8% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) Anwendung der besten verfügbaren Technik: 2%;
- b) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: 1%;
- c) Anwendung einer verarbeitenden Tätigkeit in der Wallonischen Region, die zur Vermarktung eines fertigen Produkts führt: 2 %;
- d) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Clusters: 1%;
- e) das Unternehmen ist beteiligt an einem Cluster-Projekt: 1%;
- f) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols: 1%;
- g) das Unternehmen weist eine internationale Finanzierung im Rahmen eines internationalen Forschungsprojekts auf: 1%;
- h) das Unternehmen ist zahlendes Mitglied eines Wettbewerbspols und hat eine Akte betreffend Forschungsarbeiten oder Investitionen eingereicht, die mit einem Gütesiegel ausgezeichnet worden ist: 4%.>

Art. 6 - Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2008, wird aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel 10*bis* Paragraph 1 Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2015 wird die Wortfolge "mit Art. 8 bis 10" durch die Wortfolge "mit Artikel 8 und 9" ersetzt;

Art. 8 - In Artikel 15*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, wird die Wortfolge "und mit Ausnahme des Kleinbetriebs, dessen zugelassenen Investitionsprogramm höchstens 500.000 Euro beträgt," aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 17*ter* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2015 wird die Wortfolge "50% des gemäß den in Artikel 10*bis*, § 1, 1°, a) 2° d) und f) bis k) oder § 2, 1°, 2°, b) bis f)" durch die Wortfolge "50 % des gemäß den in Artikel 10*bis* Paragraph 1 Ziffer 1 a) erwähnten Modalitäten berechneten Betrags der Investitionsprämie und den Gesamtbetrag des gemäß den in Artikel 10*bis* Paragraph 1 Ziffer 2 a), d) und f) bis k) oder § 2, 1°, 2°, b) bis f)".

Art. 10 - Artikel 40 Absatz 2 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am 15. November 2015 in Kraft. Er ist anwendbar auf die Prämianträge, die nach seinem Inkrafttreten eingereicht werden.

Art. 12 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Oktober 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205077]

29 OKTOBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikelen 6, eerste lid, 19, eerste lid, en 23, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het rapport van 14 oktober 2014 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 juni 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juni 2015;

Gelet op het advies nr. 58.001/2 van de Raad van State, gegeven op 23 september 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel *1bis* van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 december 2008, 30 januari 2014 en 26 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

« De incentives toegekend krachtens het decreet en dit besluit aan de ondernemingen die actief zijn in de productie, de verwerking en de afzet van visserij- en aquacultuurproducten voldoen aan Verordening (EU) nr. 1388/2014 van de Commissie van 16 december 2014 waarbij bepaalde categorieën steun voor ondernemingen die actief zijn in de productie, de verwerking en de afzet van visserij- en aquacultuurproducten, op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard ».

2^o in het tweede lid worden de woorden "De steun wordt toegekend" vervangen door de woorden "De krachtens het decreet en dit besluit toegekende incentives worden toegekend".

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 27 april 2006, 17 januari 2008, 26 februari 2015 en 23 juli 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de tabel van paragraaf 1, tweede lid, 2^o, wordt vervangen door onderstaande tabel :

«

Personeelsbestand	Kleine onderneming	Middelgrote onderneming
Minder van 10	25.000 euro	75.000 euro
10 tot minder dan 20	50.000 euro	100.000 euro
20 tot minder dan 30	75.000 euro	125.000 euro
30 tot minder dan 40	100.000 euro	125.000 euro
40 tot minder dan 50	125.000 euro	150.000 euro
50 tot minder dan 75		150.000 euro
75 tot minder dan 100		200.000 euro
100 tot minder dan 125		250.000 euro
125 tot minder dan 150		300.000 euro
150 tot minder dan 175		350.000 euro
175 tot minder dan 200		400.000 euro
200 tot minder dan 250		500.000 euro

»;

b) in paragraaf 1, eerste lid, 4^o, worden de woorden « en van de zeer kleine onderneming » geschrapt;

c) in paragraaf 2, 2^o, b), worden de woorden "indien opnieuw functioneel gemaakt en verwezenlijkt door een zeer kleine onderneming die zich voor het eerst vestigt of" geschrapt;

d) paragraaf 2, 2^o, wordt aangevuld met een r) en een s), luidend als volgt :

« r) bij de aankoop van al dan niet bebouwde grond voor een bedrag hoger dan tien procent van de totale uitgaven, wat betreft de ondernemingen die actief zijn in de productie, de verwerking en de afzet van visserij- en aquacultuurproducten;

s) alle hardware of mobiele telefonie waarvan de individuele waarde lager is dan 1.000 euro. »

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 april 2006, 20 februari 2008 en 26 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in paragraaf 1 worden de woorden "de artikelen 8 tot 10" vervangen door de woorden "de artikelen 8 en 9";
- b) in paragraaf 1 worden de punten 3^o en 4^o opgeheven;
- c) paragraaf 1 wordt aangevuld met de punten 7^o, 8^o en 9^o, luidend als volgt :

« 7^o de innovatieve aanpak;

8^o diversificatiestappen in het buitenland;

9^o het sectorale criterium. »;

d) de paragrafen 3, 4 en 4bis worden opgeheven;

e) de paragrafen 4ter tot 4quinquies worden ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4ter. Er is sprake van een innovatieve aanpak :

1^o wanneer een onderzoeksdossier dat het voorwerp van een gunstige beslissing heeft uitgemaakt binnen 36 maanden voorafgaand aan de aanvraag van de investeringspremie, bij de administratie wordt ingediend;

2^o in geval van gedeeltelijke vrijstelling van de storting van de bedrijfsvoorheffing verrekend op de lonen van de onderzoekers;

3^o wanneer een procedure tot brevetafgifte loopt;

4^o in geval van internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier;

5^o in geval van toekenning van een eenmalige innovatiepremie zoals bepaald bij de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg.

§ 4quater. Er is sprake van een diversificatiestap in het buitenland wanneer de onderneming een exportactiviteit buiten de Europese Unie ontwikkelt of over een technische bedrijfseenheid buiten de Europese Unie beschikt.

§ 4quinquies. Er is sprake van het sectorale criterium wanneer :

1^o gebruik gemaakt wordt van de bestmogelijke beschikbare technieken in de zin van Richtlijn 96/61/EG van 24 september 1996 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging omgezet bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

2^o de activiteit van de onderneming onder één van volgende specifieke activiteitengebieden valt :

a) biotechnologie;

b) farmaceutica;

c) de productie of de uitvoering van nieuwe materialen;

d) de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, zoals intelligente informatica, multimedia, telecommunicatie, alsook ontvangst en transmissie;

e) luchtvaartkunde en ruimtevaarttechnieken;

f) scheikunde;

g) de fabricatie van medisch materiaal, wetenschappelijke instrumentatie, optica en procedurecontroles;

h) de valorisering van natuurlijke hulpbronnen;

j) plastic;

k) het leefmilieu;

l) rationeel energiegebruik;

m) agrovoeding;

n) het vervoer voor de investeringen in ondersteunende logistiek;

o) onderzoek en ontwikkeling;

p) afvalrecycling;

q) de productie van cinematographische films;

r) de digitale sector;

3^o een productieactiviteit in het Waalse Gewest wordt uitgeoefend waarbij een eindproduct in de handel wordt gebracht;

4^o de onderneming bijdragend lid van een cluster is zoals bepaald bij het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters;

5^o de onderneming deelneemt aan een clusterproject zoals bepaald bij het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters;

6^o de onderneming bijdragend lid is van een competitiviteitspool erkend door de Regering;

7^o de onderneming meewerkt aan een internationaal onderzoeksproject dat voor een internationale financiering in aanmerking komt;

8^o de onderneming, zonder de tewerkstelling te verminderen, bijdragend lid van een competitiviteitspool is en binnen 36 maanden voor de aanvraag van de investeringspremie een door de internationale jury van de competitiviteitspools gelabeld onderzoeks- of investeringsdossier heeft ingediend.

De Minister kan de in lid 1 bedoelde beoordelingscriteria nader bepalen, met name door gebruik te maken, wat de specifieke activiteitengebieden betreft, van de NACE-BEL-code die de activiteitensector of het activiteitengebied van de onderneming laat vermoeden. De onderneming kan vaststellen dat de haar toegewezen NACE-BEL-code niet met haar activiteit of met het geplande investeringsprogramma strookt en dat ze bij de Kruispuntbank van Ondernemingen stappen heeft ondernomen om één of verschillende andere codes te verkrijgen. »;

f) in paragraaf 5 worden de punten 3° en 4° vervangen als volgt :

« 3° wat de middelgrote onderneming betreft, tot 18 % in een ontwikkelingsgebied en tot 10 % buiten het ontwikkelingsgebied;

4° wat de middelgrote onderneming betreft, tot 18 % in een ontwikkelingsgebied en tot 13 % buiten het ontwikkelingsgebied. »;

g) paragraaf 5 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, kan het maximumpercentage van 18 % met maximum 2 % overschreden worden als de middelgrote onderneming een investering verricht in een afgedankte bedrijfsruimte.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 4°, kunnen de maximumpercentages van 18 % en 13 % met maximum 2 % overschreden worden als de kleine onderneming een investering verricht in een afgedankte bedrijfsruimte. »

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de middelgrote onderneming die in een ontwikkelingsgebied gelegen is, waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° de basistegemoetkoming; 6 %;

2° doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 2 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 4 %;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 6 %;

3° de verwezenlijking van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte : 2 %;

4° de innovatieve aanpak : van 0 tot 2 % waarbij rekening gehouden wordt met volgende criteria :

a) de onderneming heeft een onderzoeksdossier bij de administratie ingediend : 1 %;

b) de onderneming geniet een gedeeltelijke vrijstelling van de storting van de bedrijfsvoorheffing verrekend op de lonen van de onderzoekers; 1 %;

c) de onderneming is het voorwerp van een lopende procedure tot brevetafgifte : 1 %;

d) de onderneming is het voorwerp van een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

e) de onderneming geniet een eenmalige innovatiepremie : 1 %;

5° diversificatiestappen in het buitenland : van 0 tot 2 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) de onderneming ontwikkelt een exportactiviteit buiten de Europese Unie : 2 %;

b) de onderneming beschikt over een technische bedrijfseenheid buiten de Europese Unie : 2 %;

6° het sectorale criterium : van 0 tot 10 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) gebruik van de beschikbare bestmogelijke technieken : 2 %;

b) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : 1 %;

c) een productieactiviteit in het Waalse Gewest uitoefenen waarbij een eindproduct in de handel wordt gebracht; 2 %;

d) de onderneming is bijdragend lid van een cluster : 1 %;

e) de onderneming neemt deel aan een clusterproject : 1 %;

f) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool : 1 %;

g) de onderneming is het voorwerp van een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

h) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool en heeft een gelabeld onderzoeks- of investeringsdossier ingediend : 4 %.

§ 2. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de middelgrote onderneming die buiten het ontwikkelingsgebied gelegen is, waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° de basistegemoetkoming : 3,5 %;

2° de doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 2 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 4 %;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 6 %;

3° de verrichting van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte : 2 %;

4° de innovatieve aanpak : van 0 tot 1 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) de onderneming heeft een onderzoeksdossier bij de administratie ingediend : 1 %;

b) de onderneming geniet een gedeeltelijke vrijstelling van de storting van de bedrijfsvoorheffing verrekend op de lonen van de onderzoekers; 1 %;

c) de onderneming is het voorwerp van een lopende procedure tot brevetafgifte; 1 %;

d) de onderneming is het voorwerp van een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

e) de onderneming geniet een eenmalige innovatiepremie : 1 %;

5° diversificatiestappen in het buitenland : van 0 tot 1 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) de onderneming ontwikkelt een exportactiviteit buiten de Europese Unie : 1 %;

b) de onderneming beschikt over een technische bedrijfseenheid buiten de Europese Unie : 1 %;

6° het sectorale criterium : van 0 tot 8 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) gebruik van de beschikbare bestmogelijke technieken : 2 %;

b) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : 1 %;

c) een productieactiviteit in het Waalse Gewest uitoefenen waarbij een eindproduct in de handel wordt gebracht; 2 %;

d) de onderneming is bijdragend lid van een cluster : 1 %;

e) de onderneming neemt deel aan een clusterproject : 1 %;

f) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool : 1 %;

g) de onderneming is het voorwerp een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

h) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool en heeft een gelabeld onderzoeks- of investeringsdossier ingediend : 4 %.

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de kleine onderneming die in een ontwikkelingsgebied gelegen is, waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° de basistegemoetkoming; 6 %;

2° de doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 2 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 4 %;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 6 %;

3° de verrichting van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte : 2 %;

4° de innovatieve aanpak : van 0 tot 2 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) de onderneming heeft een onderzoeksdossier bij de administratie ingediend : 1 %;

b) de onderneming geniet een gedeeltelijke vrijstelling van de storting van de bedrijfsvoorheffing verrekend op de lonen van de onderzoekers : 1 %;

c) de onderneming is het voorwerp van een lopende procedure tot brevetafgifte; 1 %;

d) de onderneming is het voorwerp van een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

e) de onderneming geniet een eenmalige innovatiepremie : 1 %;

5° diversificatiestappen in het buitenland : van 0 tot 2 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) de onderneming ontwikkelt een exportactiviteit buiten de Europese Unie : 2 %;

b) de onderneming beschikt over een technische bedrijfseenheid buiten de Europese Unie : 2 %;

6° het sectorale criterium : van 0 tot 10 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) gebruik van de beschikbare bestmogelijke technieken : 2 %;

b) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : 1 %;

c) een productieactiviteit in het Waalse Gewest uitoefenen waarbij een eindproduct in de handel wordt gebracht; 2 %;

d) de onderneming is bijdragend lid van een cluster : 1 %;

e) de onderneming neemt deel aan een clusterontwerp : 1 %;

f) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool : 1 %;

g) de onderneming is het voorwerp van een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

h) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool en heeft een gelabeld onderzoeks- of investeringsdossier ingediend : 4 %.

§ 2. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de kleine onderneming die buiten het ontwikkelingsgebied gelegen is, waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° de basistegemoetkoming; 4 %;

2° de doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 2 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 4 %;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 6 %;

3° de verrichting van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte : 2 %;

4° de innovatieve aanpak : van 0 tot 1 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) de onderneming heeft een onderzoeksdossier bij de administratie ingediend : 1 %;

b) de onderneming geniet een gedeeltelijke vrijstelling van de storting van de bedrijfsvoorheffing verrekend op de lonen van de onderzoekers; 1 %;

c) de onderneming is het voorwerp van een lopende procedure tot brevetafgifte; 1 %;

d) de onderneming is het voorwerp van een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

e) de onderneming geniet een eenmalige innovatiepremie : 1 %;

5° diversificatiestappen in het buitenland : van 0 tot 1 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) de onderneming ontwikkelt een exportactiviteit buiten de Europese Unie : 1 %;

b) de onderneming beschikt over een technische eenheid buiten de Europese Unie : 1 %;

6° het sectorale criterium : van 0 tot 8 % waarbij rekening gehouden wordt met de volgende criteria :

a) gebruik van de beschikbare bestmogelijke technieken : 2 %;

b) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : 1 %;

c) een productieactiviteit in het Waalse Gewest uitoefenen waarbij een eindproduct in de handel wordt gebracht; 2 %;

d) de onderneming is bijdragend lid van een cluster : 1 %;

e) de onderneming neemt deel aan een clusterproject : 1 %;

f) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool : 1 %;

g) de onderneming is het voorwerp van een internationale financiering in het kader van een internationaal onderzoeksdossier : 1 %;

h) de onderneming is bijdragend lid van een competitiviteitspool en heeft een gelabeld onderzoeks- of investeringsdossier ingediend : 4 %. »

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 10*bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2015, worden de woorden "in de artikelen 8 tot 10" vervangen door de woorden "in de artikelen 8 en 9".

Art. 8. In artikel 15*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006, worden de woorden "en met uitzondering van de zeer kleine onderneming waarvan het toegelaten investeringsprogramma gelijk is aan 500.000 euro of minder," geschrapt.

Art. 9. In artikel 17*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2015, worden de woorden "in artikel 10*bis*, § 1, 1°, a), 2°, d) en f) tot k)" vervangen door de woorden "in artikel 10*bis*, § 1, 1°, a), en het totaalbedrag van de steun behouden dat berekend wordt volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 10*bis*, § 1, 2°, a), d) en f) tot k)".

Art. 10. Artikel 40, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 15 november 2015 en is van toepassing op de aanvragen van investeringspremies ingediend na de inwerkingtreding ervan.

Art. 12. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 oktober 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT